



Revue internationale
International Web Journal
www.sens-public.org

France : la réforme impossible ?
Lecture du livre de Nicolas Tenzer paru chez
Flammarion en 2004

OLIVIER ROUQUAN

Résumé : Une lecture mise en perspective du livre *France : la réforme impossible* de Nicolas Tenzer, à la lumière des derniers mouvements sociaux, et tout particulièrement du manque de reconnaissance des compétences et des connaissances des chercheurs en sciences humaines (et politiques).

France : la réforme impossible ?

Olivier Rouquan

Si la communication ne fait pas tout, Nicolas Tenzer relève qu'elle influence grandement l'adoption et la mise en œuvre des politiques publiques contemporaines (problématique de l'agenda) et la crise de la démocratie relève d'un problème central de pédagogie. Loin d'une communication de crise ou tactique, il préconise une communication stratégique sur la nature et l'évolution des rapports entre l'État et la société (proportion de fonctionnaires, manière de conduire l'action publique, etc.). Si Nicolas Tenzer n'aborde pas de façon détaillée le programme législatif et réglementaire du moment, son livre présente cependant une approche réformatrice de la gestion de l'État.

Il constate nombre de déficiences dans la gestion contemporaine de l'État et des réformes. Qu'il s'agisse des impôts ou de l'assurance maladie, il insiste tantôt sur le déficit de dialogue et de négociation, tantôt sur le manque d'imagination pour établir les bases de consensus. L'effet d'annonce pallie souvent l'absence de constance politique et caractérise le management de l'urgence et de la crise ; il remarque à quel point la mode du sigle et de la communication « marketing » masque une pensée et une action du vide, de la routine, alors que la mutation exige de véritables changements.

Nicolas Tenzer insiste sur la veille stratégique de haut niveau et sur les conditions d'organisation et les conditions sociologiques du renouvellement des formations et des recrutements de la haute fonction publique. Il resterait à préciser les modalités de mise en œuvre d'une perfusion entre la recherche et le management public, notamment au secrétariat aux politiques publiques ou au centre de recherche de l'ENA. Par ailleurs, quels sont plus précisément les changements souhaitables des modalités du recrutement dans la recherche et l'enseignement supérieur ? Le projet issu du mouvement des chercheurs semble ne pas prendre suffisamment en compte les sciences humaines au titre du pilotage des politiques publiques.

Les orientations proposées gagneraient à être détaillées. Réduire le nombre de fonctionnaires certes, en améliorer la qualité certes, mais comment ? Mieux considérer et rémunérer les chercheurs ? Certes encore, mais à quels niveaux, comment les recruter ? Ici comme ailleurs, les modalités de concours sont-elles bonnes, opérationnelles ? Faut-il les amender et si oui, comment ? Favoriser la mobilité, certes toujours, mais pratiquement avec quelles conséquences ? Faut-il encore exiger des titulaires de Masters qu'ils passent un concours niveau DEUG ou licence pour obtenir un emploi assez éloigné de leurs vœux ? Et que dire de la reconnaissance des thèses

en dehors de l'enseignement et de la recherche ? Un titulaire de doctorat aujourd'hui en France, est accueilli comme un détenteur de bac +5 dans le secteur public, et aussi dans les entreprises. À quoi bon les 5 à 6 années de thèse ?

La classe moyenne a été trompée sur l'allongement des études, les efforts financiers fournis et les perspectives de promotion sociale. Si cette équation n'est pas changée, l'amertume ne sera pas résorbée. Ne pourrait-on pas ouvrir les diplômes d'ingénieur de certaines universités et écoles, de même que l'entrée en milieu d'études à l'ENA et dans les grandes écoles à des recrutements sur titre aux docteurs ? Même raisonnement pour certains postes administratifs à responsabilité, après période probatoire ?... Certaines thèses universitaires ne valent-elles pas les travaux de certains énarques et X ? Pourquoi ne pas clairement exposer dans l'ouvrage de telles pistes qui participent d'une perfusion entre recherche et élite administrative, évoquée de façon très générale ?...¹

Pour revenir à la communication politique, au sortir du livre, je me pose plusieurs questions : comment concilier l'énoncé pédagogique des axes centraux d'une réforme globale et éviter la coalition des oppositions, des « non », des blocages et barrages, sachant que les groupes d'intérêts s'engouffrent, objectif après objectif, dans des négociations avec but d'en sortir gagnant à courte vue ? Le contexte de la réforme est de première importance pour adopter une bonne tactique et une bonne stratégie opérationnelle, si bien que la clarté est impossible en certains cas. Sur le fond cependant, améliorer la transparence à la fois des objectifs et des moyens, reste en France, une « ardente obligation ».

À cet égard, si Nicolas Tenzer reproche à la théorie de la gouvernance son abandon des hiérarchies et de l'autorité de l'État, il adopte parfois une approche semblable, faite de recommandations à la concertation, aux négociations des objectifs, aux réalisations « implémentées ». Il insiste néanmoins sur la constance à avoir sur les engagements fondamentaux. Pour autant, les cycles électoraux, l'électorat volatil, et les gouvernants soucieux de réélection structurent durablement la vie politique. Peut-on croire que la suppression du Premier Ministre garantisse essentiellement une meilleure cohérence stratégique du pilotage de la réforme de l'État ?

À mon avis, la clarté, certes recommandable pour obtenir des résultats en démocratie, ne résout pas la question de savoir comment mobiliser pour défendre ne serait-ce que cette fin – une relative transparence –, notamment au sein des partis politiques ou des mouvements sociaux, tant les corporatismes, conformismes et intérêts particuliers génèrent des tactiques de dissimulations entrecroisées. Et la question est bien celle des mobilisations et de la formation politiques dans une démocratie en crise. L'impératif de constance est posé certes au niveau du gouvernement.

¹ La journée des thèses en science politique a posé clairement le problème et confirmé désarrois et inquiétudes.

Mais il se pose tout autant au niveau des partis politiques, de leurs discours, de leurs aptitudes à forger de la socialisation politique, de la citoyenneté réaliste. La fragilité des partis de gouvernement en France est aujourd'hui problématique. Leur insuffisante capacité, lorsqu'ils sont dans l'opposition, à tenir un discours réaliste tout en forgeant de la mobilisation, renvoie à leur composition élitare et à leurs modalités d'organisation. La perfusion élitiste entre parti de gouvernement, haute fonction publique, cabinets ministériels, grands corps,..., paraît nourrir cette rupture du pacte démocratique et enrayer en conséquence toute bonne communication y compris au niveau des réformes lorsque ces partis sont au pouvoir. Une fois dans l'opposition, ils ne parviennent pas à renouer avec leurs bases, sauf à verser ponctuellement dans le discours de la rupture et de la radicalité, pour se déjuger ensuite.

Au-delà, le clivage risque de devenir générationnel et d'opposer très sévèrement les 68 et post-68 aux 35 et moins dans les années qui viennent, parce que faute sans doute de veille sociale et scientifique auprès des administratifs et politiques, leur accueil dans les circuits professionnels n'est pas à la hauteur de leurs compétences et de leurs connaissances.

Nicolas Tenzer, *France : la réforme impossible*, Paris, Flammarion, 2004